Publié dans *Septentrion* 2010/3.
Voir www.onserfdeel.be ou www.onserfdeel.nl.

UN NOUVEAU TOURNANT POUR LA BELGIQUE ?

La Belgique a beau avoir une certaine expérience des crises politiques, celle qui a provoqué la démission du gouvernement du Premier ministre Yves Leterme (CD&V) a surpris. Alors que les partis de la majorité étaient prudemment optimistes quant à une solution de compromis sur le dernier arrondissement électoral bilingue du pays, Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV), le jeune président du parti libéral flamand *Open VLD* Alexander De Croo a ordonné le retrait de son parti de la majorité, au grand dam de certains de ses propres ministres. C'était le 22 avril 2010, date qu'il avait fixée comme ultimatum au gouvernement pour trouver une solution au problème de BHV qui empoisonnait la vie politique du royaume. Depuis des années, les partis flamands demandaient que l'arrondissement néerlandophone de Hal-Vilvorde, en Flandre, soit séparé de celui de Bruxelles, bilingue. Les partis francophones s'y opposaient.

Comme le prévoit la Constitution belge, des élections législatives anticipées ont été organisées, le 13 juin 2010. Au sein de la population, la crise économique et les mesures à prendre pour y remédier focalisaient l'essentiel de l'attention. Peu de personnes se souciaient réellement de l'organisation de l'arrondissement de BHV, mais le dossier était symbolique des dissensions qui existent entre politiques francophones et flamands. Ces derniers souhaitent davantage de compétences pour la Région flamande et réclament une profonde réforme de l'État: justice, emploi, voire certains aspects de la sécurité sociale. Il y a en Flandre un large consensus pour demander que ces compétences soient confiées aux entités fédérées. Au contraire, les francophones y sont réticents. Bien que la crise ait moins durement touché la Wallonie, cette région, moins riche que la Flandre en dépit de l'amorce d'une convalescence économique, estime avoir plus à perdre qu'à gagner à une éventuelle régionalisation, particulièrement si la sécurité sociale était scindée.

Le climat communautaire était pourtant moins tendu que lors des législatives de 2007. En trois ans, face à la persistance des aspirations flamandes, l'idée d'une nécessaire réforme de l'État avait fait son chemin au sein de la classe politique francophone. Initialement «demandeurs de rien», les francophones commençaient à montrer une certaine ouverture, admettant que disposer de certains leviers institutionnels au sein des entités fédérées pourrait mener à des réponses mieux adaptées à certains défis. Un point ne paraissait cependant pas négociable: considérant que le système de sécurité sociale et de solidarité interpersonnelle est le «ciment de la Belgique», la classe politique francophone se montrait unanimement inflexible.

En Belgique francophone, c'est ce cheval de bataille qui a valu aux socialistes (PS) de renforcer leur assise. À l'issue du scrutin du 13 juin, ils ont raflé près de 36,6% des voix. Les centristes du cdH et les écologistes (Écolo) se maintiennent à 14,7% et 12,8%. Le parti libéral MR est en baisse, avec 24,7% des suffrages. Côté flamand, c'est le parti nationaliste N-VA qui a su le mieux cristalliser les espoirs de changement des citoyens en récoltant 28,2% des voix. Les socialistes du SP.A sont stables avec 15% des suffrages. Les démocrates-chrétiens du CD&V (17,6%) et les libéraux de l'*Open VLD* (14%) régressent.

Les tendances radicalement opposées entre les deux vainqueurs des législatives et leurs figures de proue, Bart De Wever pour la N-VA et Elio Di Rupo pour le PS, ont fait dire à un commentateur que le pays «est bicéphale». Dans une démocratie représentative telle que la Belgique, la campagne électorale est traditionnellement une période de langage musclé. Mais une fois que l'électeur a distribué les cartes, c'est aux partis d'en tirer le meilleur jeu en acceptant de faire des concessions à ceux qui sont appelés à devenir leurs partenaires. Dès le lendemain des élections, les deux hommes forts du moment ont fait montre de leur volonté de se rapprocher. Bart De Wever a indiqué qu'Elio Di Rupo pourrait être le prochain Premier ministre et M. Di Rupo a clairement dit à ses électeurs qu'il est impossible d'ignorer la demande forte de réformes institutionnelles qu'a lancée l'électorat flamand en plébiscitant Bart De Wever.

À l'issue de ses consultations, le roi a chargé le patron de la N-VA d'une mission «d'information»

et lui a demandé de baliser les différentes pistes d'accord susceptibles de réunir une majorité.

Elio di Rupo a ensuite été nommé «préformateur». Après des semaines de négociations, affichant tantôt leur confiance, tantôt leur exaspération, avançant d'un pas pour mieux reculer stratégiquement plus tard, sept partis ont ébauché les contours de la prochaine législature: régionalisation de compétences fédérales (en matière d'emploi, santé, justice,...) et maintien de la solidarité interpersonnelle entre les habitants du pays; révision de la loi de financement selon douze principes en tête desquels la responsabilisation financière accrue des régions; scission de l'arrondissement électoral BHV et refinancement de la Région bruxelloise. Le 29 août, la N-VA et le CD&V ont cependant refusé d'adhérer à ce paquet global, n'acceptant pas, à la lueur des 25 milliards d'économies structurelles à réaliser, que les 500 millions d'euros de refinancement de Bruxelles soient découplés de la loi de financement.

Constatant cette impasse, le préformateur a présenté sa démission au roi, à deux reprises même. La seconde fois, le roi a accepté sa démission. Le 4 septembre, il a nommé deux médiateurs: Danny Pieters (N-VA), président du Sénat, et André Flahaut (PS), président de la Chambre des députés. Avec pour mission de voir si un accord était encore possible concernant le refinancement de Bruxelles et sortir ainsi de l'impasse les négociations de préformation.

(Rédigé le 6 septembre 2010)

GERALD DE HEMPTINNE